

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique: Bertrand Renouvin

DU 31 MARS AU 13 AVRIL 1977

7^e ANNÉE — N° 245 — 3,50 F

l'autre france



NOUVELLE ACTION FRANÇAISE — 17, RUE DES PETITS-CHAMPS - 75001 PARIS

repères

Il est bien sûr beaucoup question des municipales dans ce numéro. Nous avons cherché cependant par delà l'analyse des résultats immédiats étudiés par *Arnaud Fabre* à dégager la signification d'une évolution dont le raz-de-marée socialo-communiste est à la fois un aboutissement et un point de départ. C'est l'objet de la réflexion de *Gérard Leclerc* à propos du livre de Maria-Antonietta Macciocchi. Et nous avons aussi analysé en centrales nos tentatives pour mettre à profit la campagne municipale afin de réinsérer le courant royaliste dans la politique concrète sans perdre notre identité. Avec leurs succès et leurs échecs.

Mais les résultats des 13 et 20 mars ne doivent pas faire oublier les problèmes de société : celui de la famille que M. Giscard fait semblant d'aider (article de *Michel Saint Ramé*) et celui de l'école privée qui fait semblant d'être encore libre (article de *Philippe Vimeux*). Celui aussi de la viticulture française dont le problème devient de plus en plus insoluble au fur et à mesure que se succèdent des gouvernements technocratiques à la tête d'un Etat centralisé. (Chronique *Lire*). Celui enfin de la culture de l'esprit : la logique du pouvoir achève d'asservir l'art et la musique aux marchands (article de *Saint Vallier*). Et les esprits libres comme Michel Déon dont *Pierre le Cohu* analyse le dernier roman se sentent de plus en plus mal à l'aise dans notre société. Malaise partagé par tous les "marginaux". Marginaux dont les municipales ont révélé la vitalité. Ils incarnent aujourd'hui la souffrance latente de la France. Ils incarneront demain son espérance s'ils savent comprendre qu'ils sont tous des royalistes qui s'ignorent, ce à quoi les invite *Bertrand Renouvin* (éditorial).

ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
Téléphone : 742-21-93
Abonnement 3 mois 25 F.
Abonnement 6 mois 45 F.
Abonnement 1 an 80 F.
Abonnement de soutien 150 F.
CCP N.A.F. Paris 193-14 Z
Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT
Les illustrations et les photos illustrant ce numéro ont été fournies par le groupe audio-visuel, et sont la propriété du Journal.
Imprimé en France
diffusion N.M.P.P.

Royaliste 245 - Page 2

la presse au crible

CHRETIENS A GAUCHE

Victoire de la gauche pourquoi ? En bonne partie à cause du passage de militants d'action catholique au socialisme. C'est cette évolution qu'étudie la revue *AUTREMENT* (A gauche ces chrétiens). Jean-Pierre Sueur montre que les ambiguïtés du mouvement d'Action Catholique contenaient en germe ce basculement. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'épiscopat a invité Jocistes, Jacistes et Jecistes à "construire le monde" pour l'évangéliser tout en dénigrant le politique. Ce ne pouvait manquer d'aboutir à une position batarde. Ainsi est introduite une catégorie :

"le temporel", catégorie qui disparaîtra peu à peu du vocabulaire des mouvements d'Action catholique après 1968. "Le temporel", au singulier, est distinct du "spirituel", bien sûr, mais aussi du politique".

De même, il existe "un ensemble cohérent" (tous les mots comptent) appelé "Doctrine Sociale de l'Eglise" au statut également flottant, et qui est un "intermédiaire entre le "trop haut" (le pur spirituel) et le trop bas" ("l'option politique caractérisée"). L'unité de la Doctrine Sociale renvoie à la dualité radicale du mystique et du politique dont les métaphores spatiales montrent une fois encore que l'un n'en finit pas de se dégrader en l'autre.

A cela s'est ajoutée la prise de conscience de l'injustice de la société particulièrement nette dans le monde rural. Après une phase de participation à la modernisation de l'agriculture la J.A.C. se rend compte que cette modernisation est une intégration à un système capitaliste qui broie les ruraux. Bertrand Herrieu constate que dès lors :

La perspective du "développement" est abandonnée au profit d'une perspective de "changement", cette fois explicite. L'objectif à poursuivre devient : "Permettre à la majorité du peuple de contrôler les moyens de production et de cette manière exercer le pouvoir politique" ou encore : "imaginer un nouveau mode de participation des populations rurales à la construction d'une nouvelle société". Pour y parvenir, le mouvement se donne pour but de promouvoir "un processus éducatif critique et autocritique visant à une conscientisation permanente" (27).

Le passage à la critique radicale du système accompagné d'une im-

possibilité pour les mouvements d'Action catholique d'élaborer une théorie qui pose le problème du politique dans tous ses aspects ont amené des militants chrétiens à endosser la seule idéologie cohérente qui existait à l'horizon des années 60, le marxisme. Pour Jean Pierre Sueur :

Le matérialisme historique se présente comme une ou plutôt comme la science de l'histoire. Au moment où les piliers du temple semblaient vaciller, où les dogmes de la foi éclataient en une multitude d'interrogations, certains chrétiens ont retrouvé dans le marxisme un point fixe où s'appuyer. Le marxisme (au singulier) était une nouvelle orthodoxie qui allait expliquer avec la rigueur de la science la société, l'Eglise, l'école, tous les aspects de la vie sociale et même privée, et montrer comment tout cela était déterminé "en dernière instance" par "la production et la reproduction de la vie réelle".

Au moment même où Althusser démontrait que le concept de "en dernière instance" ouvrait à l'intérieur du marxisme un vaste champ de recherche, et où l'on découvrait dans le matérialisme historique un certain nombre de lacunes, de "trous théoriques" qui avaient engendré des néfastes pratiques - lacunes qui n'étaient certes pas le fruit du hasard.

Comme quoi, l'opposition trop angélique entre mystique et politique a conduit à faire un été de la St. Martin à un marxisme à bout de souffle et générateur de la plupart des goulags contemporains.

P.S. : LA SOCIAL-TECHNOCRATIE

Ces chrétiens, d'ailleurs marxisés de façon assez hétérodoxe, par rapport à la vulgate de matérialisme dialectique, se retrouvent pour bon nombre au PS.

Un PS qui, apparemment, est très hétérogène. Le dernier numéro de la NOUVELLE REVUE SOCIALISTE consacrée au marché, le montre. Michel Rocard y est attaqué pour avoir osé dire que le marché est le régulateur de l'économie. Rocard défend ainsi sa position :

Dans le cas présent, il s'agit de savoir quel est le régulateur et quel est l'impulseur de l'économie. Certains affirment : ce n'est pas le marché qui doit être le régulateur, c'est le plan.

Eh bien non. De la même manière qu'il n'est pas question de faire voler des avions en ignorant la pesanteur, mais

au contraire en la calculant de façon assez précise pour la dominer, de la même manière, si nous faisons la faute de croire que la régulation des échanges entre les hommes peut se faire par une machine centrale, à notre commandement, alors je ne sais pas où on part, mais je crains que nous ne partions d'abord pour l'échec... Il y a deux solutions, ou bien... la planification fixe les prix et maîtrise alors tous les mécanismes économiques. Le Parti socialiste a déjà unanimement rejeté ce principe. Ou bien on en laisse le soin au marché.

Le marché régule donc l'économie au sens où je viens de définir la régulation. D'autre part, il a pour fonction d'exprimer une large part de la demande de biens et services marchands. Le consommateur qui veut acheter une voiture se soucie-t-il de savoir si elle est produite par une entreprise privée ou publique ou connaît son prix, sa qualité, son confort ? La réponse est claire - c'est pourquoi je nie absolument à cet égard que le fait qu'une entreprise passe sous contrôle public, change quoi que ce soit à sa relation avec la consommation.

Constat de bon sens certes. Mais qui n'en laisse pas moins intact le problème de savoir comment définir un nouveau modèle de croissance rompant avec les poisons et les délices de la société de consommation. Gilles Martinet croit trouver une réponse en affirmant :

C'est ici que se pose le problème des planifications nationale, régionale, locale et d'entreprises et de leur articulation. A l'origine de ces planifications, il y aura la détermination par les intéressés (et donc, pour la planification nationale, par tous les citoyens) des choix sociaux prioritaires; C'est en fonction de ces choix que devront être élaborées et coordonnées les différentes planifications. Cela entraînera beaucoup de concertations, beaucoup de discussions et beaucoup d'arbitrages.

Mais comment éviter le dilemme domination de l'économie par une série d'oligopoles privées ou d'Etat, bureaucratisation généralisée de la société par l'appareil d'Etat au nom du Plan ? Le dossier de LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE parle peu de décentralisation au niveau de la région, de la commune et des consommateurs. Le PS se prononce en fait pour un Etat à la fois "arbitre", gestionnaire... et partisan, de surcroît déchiré entre PC et PS. Décidément, le système Mitterrand ne vaut pas mieux que le système Giscard.

Jacques BLANGY

la nation française

gauche :

quelle victoire ?

La victoire de la gauche aux municipales était attendue. Elle n'en passe pas moins toutes les craintes des uns et les espérances des autres. 155 des 221 villes de plus de 30.000 habitants ont désormais des maires socialistes ou communistes.

Les vieux bastions de la droite (Est et Ouest) basculent. De Rennes à Thionville, de Mâcon à Nantes, de Poitiers à Evreux les coalitions municipales majoritaires souvent vieilles usées et médiocres sont balayées. On peut d'ailleurs se demander si la gauche n'a pas été avant tout poussée vers le pouvoir municipal par l'inexistence d'une droite de plus en plus déconnectée du réel. On sait l'incompétence, la désinvolture, la paresse et la sécheresse de cœur du futur ex-président de la république. On connaît la volonté de puissance et le comportement de Rastignac fascinant de M. Jacques Chirac. Et ils ont pesé lourd dans la défaite de la "majorité". Mais il faut aussi insister sur l'insignifiance des oligarchies municipales modérées et centristes.

**FREVILLE, MORICE,
DINOSAURES ET COMPAGNIE**

Que pouvait comprendre M. Fréville, ce dinosaure survivant du MRP aux transformations de la ville de Rennes où l'urbanisme accéléré, la prolétarianisation des paysans bretons chassés par l'exode rural vers la ZUP de Villejean et les chaînes Citroën ont transformé en quinze ans cette cité bourgeoise en ville de gauche ? Une gauche qui doit une bonne part de son inspiration au syndicalisme chrétien et à l'action catholique. La jeunesse du chef de file socialiste a fait le reste. De même Nantes ville pionnière du syndicalisme CFDT le plus dynamique ne pouvait manquer de finir par éjecter l'inénarrable André Morice, cette curiosité de l'archéologie politique, sorte de sous-Daladier version 1930, révisée 1948. Et comme les querelles de notables entre M. Lombard et

M. Berest à Brest étaient dérisoires alors que le chômage frappe rudement le port finistérien qui est le symbole du décollage économique raté d'une Bretagne victime de la centralisation. Là aussi, la révolte et le dynamisme d'un peuple qui veut vivre ont envoyé à la trappe les deux anciens maires de Brest. A l'inverse, c'est finalement dans le midi exsangue depuis tant de décennies et souvent encreûté dans le clientélisme par la tradition radicale et SFIO que la droite se défend le moins mal. Elle a gardé Toulouse et Narbonne prises en 1972 aux socialistes.

et Paris ?

Le succès de M. Chirac à Paris détonne dans le raz-de-marée national de la gauche. Pour le président du RPR il est dû au fait que l'ennemi de gauche avait été clairement désigné par le gourou de la droite musclée. A l'inverse les parisiens auraient désavoué le Grand Duduche évanescant et incertain de l'Elysée. Analyse peu sérieuse. Giscard et d'Ornano ont été battus parce qu'ils n'avaient aucune implantation solide dans le réseau notabiliaire qui contrôle l'Hôtel-de-Ville. La gauche a été battue parce que Paris a été vidée de ses ouvriers par la spéculation urbaine accélérée ces dernières années. Qu'elle ait réalisé un score légèrement supérieur à celui de 71 confirme une érosion de la droite analogue à celle qui s'est manifesté brutalement sitôt franchi le périphérique.



**PC : LA SCLEROSE
BUREAUCRATIQUE ...**

Second trait de ce scrutin : la poussée de la gauche profite presque autant au PC qu'au PS. Le parti de M. Marchais contrôle 72 cités de plus de 30.000 habitants (contre 81 aux socialistes) (1). Non seulement le PC se maintient et progresse dans ses zones de force traditionnelles ("ceinture rouge" parisienne, région Marseillaise, Languedoc) mais aussi à St-Etienne comme à Evreux, à Bourges comme au Mans. Premiers résultats de la politique de recyclage de l'image de marque stalinienne du Parti ? Ou certitude, chez les électeurs, que le PC qui est relégué au deuxième rang dans la gauche n'est plus vraiment dangereux pour les libertés ? Toujours est-il que les communistes augmentent de 50 % leur capital municipal. Ce n'est guère réjouissant. Car si nous ne croyons pas que le PC puisse se servir de ses mairies pour tenter un coup de Prague irréalisable de par le contexte international et français, nous savons en revanche que ce parti doté d'un appareil bureaucratique et hypercentralisé s'incruste dans les municipalités qu'il conquiert. Il les transforme en bastions-ghettos inexpugnables et y fait régner une dictature sectaire et médiocre. Les horreurs urbaines réalisées par les gestionnaires communistes de Sarcelles au Havre et de Pantin à Argenteuil en témoignent (2).

**UNE SOCIALO-MEDIOCRITE
EN FLANELLE ROSE ?**

La gauche aborde donc la course aux législatives avec une base municipale comme elle n'en a jamais eue même en 1936 et 1945. Elle

aurait peut être cependant tort de pavoiser trop vite. Les socialistes, entre autres, candidats au pouvoir suprême devront prendre garde à ne pas décevoir bientôt. Les slogans, les thèmes de propagande utilisés par les leaders du parti au poing et à la rose n'ont guère différé en effet par leur indigence et leur démagogie de ceux de la droite. Tout au plus ont-ils été complétés par un habillage moderniste et un fumet autogestionnaire. Pour l'instant les socialistes bénéficient de la très relative virginité politique conférée par vingt ans d'opposition forcée. Après un an ou deux de gouvernement social-médiocratique, de colonisation forcenée de l'Etat par les énarques en flanelle rose, la désillusion de l'électorat risque d'être brutale. Ce d'autant plus que celui-ci ne se reconnaît guère dès maintenant dans la classe politique française. Les progrès étonnants réalisés par l'extrême gauche, par les écologistes dans un scrutin pourtant dominé, comme jamais auparavant, par la bipolarisation en sont un signe. Les électeurs de la France qui souffre et subit en silence, tout en étant prête à contester brutalement, sont susceptibles à relativement court terme de se poser, par delà l'échec de la droite et de la gauche les vrais problèmes. Entre autres, celui de la nature du pouvoir dans une "démocratie" formelle où la manipulation de l'électeur à coups de millions et la politique spectacle tiennent lieu de légitimité.

Sachons être là pour les aider à les résoudre de façon révolutionnaire et capétienne.

Arnaud FABRE

(1) Et 2 pour les radicaux de gauche.

(2) Il est vrai que l'urbanisme de la droite à Nancy comme à Lyon ne vaut guère mieux.

familles ...

Annoncée à grand tam-tam quelques jours avant les élections et présentée comme un substantiel plan d'aide à la famille destiné à enrayer la dénatalité la réforme du complément familial vient de voir le jour (1) Réforme ou réformette ?

Elle se caractérise en effet par l'art de faire du neuf avec du vieux. Le "complément familial" se borne à unifier certaines allocations qui existaient déjà : allocation de salaire unique versée à la famille dont la mère ne travaille pas, allocation de frais de garde délivrée aux mères salariées.

La nouvelle allocation unifiée sera accordée désormais à toute famille comportant un enfant de moins de trois ans ou à toute famille d'au moins trois enfants. Par ailleurs, le projet de Simone Veil prévoit la possibilité d'un congé de maternité (de deux ans) non rémunéré avec garantie théorique pour la mère de retrouver son emploi après ce délai.

UN COMPLEMENT DERISOIRE

Environ 300 francs par mois et par enfant. Une somme dérisoire, totalement insuffisante à dissuader la jeune mère de chercher dans une activité salariée un complément de ressources au foyer.

En outre, si le salaire unique atteint 3 330 francs par mois, ou les deux salaires dépassent 3 917 francs pour un enfant, l'allocation sera supprimée. La barre est élevée à 4 000 et 4 700 francs pour deux enfants. Bref les ouvriers qualifiés et cadres moyens qui aspirent à obtenir un niveau de vie un tant soit peu supérieur à celui du smicard seront exclus de l'aide familiale. Nul doute que cette mesure va les inciter à rompre avec l'attitude malthusienne qui sévit actuellement chez eux de façon particulièrement marquée !

Par ailleurs est-il sûr que la mère absente durant deux ans de son travail ne sera pas, compte tenu du chômage actuel, évincée de son emploi ? Elle risque à tout le moins de se voir proposer un travail plus ou moins qualifié et, isolée, psychologiquement sans défense face à l'employeur tout-puissant, elle

n'aura guère le moyen de faire face à cette violation déguisée de la loi (2).

UNE REFORME PAR OMISSION

Mais par delà tous ces défauts techniques, la "réforme" est odieuse par ce qu'elle n'apporte pas. En n'installant pas de salaire maternel, la loi Veil aboutit à couper les français en deux catégories.

D'une part les cadres supérieurs qui gagnent un salaire tel que la mère peut choisir entre le travail et la présence auprès de ses jeunes enfants.

En face les autres, tous les autres, obligés d'imposer à leurs épouses l'usure physique et nerveuse engendrée par la journée de travail et bien sûr les heures de transports. Comment, dès lors, imaginer donner naissance à des enfants dont

on ne pourra s'occuper vraiment sinon par personnes ou institutions interposées : nourrices, crèches, loisirs toujours extérieurs à la famille.

La frontière de classe passera entre les enfants errant le mercredi après-midi dans les cités désertées, aliénés dès leur premier âge par la télévision et la vie grégaire, et ceux qui auront la chance d'être entourés par une présence et un accueil. Présence et accueil qui, vus du côté de la mère, correspondent très souvent à un besoin frustré par la nécessité de travailler.

D'où la grande majorité des familles limitées à deux enfants, "ces foyers où on se retrouve le soir ou pendant le week-end pour consommer des biens matériels, des loisirs et recharger les batteries d'une affectivité que sape le monde du travail et les transports ; plus que jadis, la famille mérite d'être appelée foyer — le lieu où l'on se réchauffe — mais ce n'est plus un feu continu qu'on y trouve (2)".

LES PRIORITES D'ACTION

Allons plus loin : l'aide à la famille ne peut se limiter à des prestations, quelles qu'elles soient. La collectivité ne peut prendre en charge de véritables salaires sans modifier en même temps les conditions de vie des familles à partir de génératrices bien connues.

1. Le logement. C'est le problème clef. Bien souvent le salaire de la mère est englouti dans un loyer ou un endettement à échéance lointaine

lié à une acquisition immobilière. Un seul salaire ne suffirait pas. Impossible d'obtenir un résultat si la logique folle de la spéculation immobilière n'est pas cassée.

2. La pression publicitaire. La notion de consommation familiale va très loin (vacances, loisirs) puisqu'elle s'étend même au monde des enfants (coût des activités libres, consommation inouïe de jouets par exemple). D'où une réaction malthusienne fondée sur les schémas de consommation courante ; "On ne veut pas faire de malheureux".

3. Conditions de travail. Il s'agit bien sûr non seulement du temps de travail, mais des trajets. Tout le monde connaît l.

4. Le retour du sens. Il faut une véritable délivrance mentale pour donner un sens à l'existence. Dans une vie active mais trop bornée à l'horizon du week-end ou des vacances, comment vivre en famille et donner un sens à cette aventure collective ?

5. Les entr'aides naturelles. La famille vit avec les générations plus âgées ou avec des relations de voisinage. La famille "parents-enfants" par la chaleur des liens affectifs est celle qui a le plus tenu. Mais une sociabilité plus large peut sortir de l'isolement la mère de famille qui quelquefois travaillera pour cette seule raison : le rôle spontané des grands-parents ou des voisins peut apporter autant, et sous une forme tellement plus équilibrante pour tous.

Pour nous, l'aide à la famille n'est pas limitée à des recettes techniques mais représente un problème de civilisation. Pour laisser s'épanouir le lieu privilégié de la tradition, de la transmission, de la naissance, peut-être faudrait-il être conscient de toutes les mutilations subies quelquefois sans le savoir dans les familles : déracinées pour la plupart par la "société industrielle urbaine", elles sont incapables de se raccrocher à autre chose qu'à un foyer étioilé où se répètent certains gestes qui ne sont plus vécus en profondeur.

Dans cette révolution importante des mentalités et du cadre de vie, la monarchie ne peut-elle pas "sentir" mieux qu'une autre institution ce problème vécu de manière très aigüe par bien des générations ?

Michel SAINT-RAME



(1) La loi est applicable à compter du 1er janvier 1978.

(2) S'ajoutera à cela la vile démagogie. Déjà "Minute" s'indigne du congé de deux ans, prime à la paresse des mères qui pénalise les travailleuses !

(3) Bruno Frappat "le Monde" 11 mars 1977.

les idées



par
gérard
leclerc

"de la france"

Maria Antonietta Macciocchi, la célèbre militante communiste italienne nous entretenant "de la France" dans un gros livre de près de cinq cents pages ? On pouvait s'interroger, craindre que notre pays soit traité comme l'ancien député de Naples avait traité la Chine. A ceci près que le royaume de Mao s'identifiait au paradis, le nôtre devait s'identifier à l'enfer. Après tout, pour une compatriote matérialiste de Dante, cela pouvait se concevoir et se faire admirer dans un genre littéraire bien défini. Le livre refermé, j'aurais grande envie ici et là, de ressortir mes griffes en réponse à quel ques égratignures infligées à des choses que j'aime et vénère. Mais il y a sûrement mieux à faire : déterminer un bon usage de ce livre qui, bien lu, peut rendre service, apporter des éclairages inédits, amorcer un voyage dans un "pays réel" qui bouge dans ses profondeurs, assister à d'étranges germinations.

Le point de vue de M.A. Macciocchi n'est évidemment pas indifférent à l'objet de l'enquête. Dominé par le dogmatisme que l'on pouvait craindre, nous n'aurions devant nous qu'un miroir où se mire au long des chemins, indifférente à eux, une idéologie plus ou moins repeinte. Il faut reconnaître à l'auteur, attentive toujours à casser ses schémas tout faits, qu'elle a tenté de briser ce dogmatisme. Sans doute est-ce à sa fougue militante qu'elle doit cette ouverture d'esprit (parfois éclipsée par ses haines et obsessions cléricales ou anti). A ce propos, le portrait qu'elle esquisse de Louis Althusser est bien réjouissant. Le grand homme de Normale-sup. est-il ce chanoine douillet dont les audaces intellectuelles ne vont jamais jusqu'à offenser le Saint-Office ? "La Macciocchi" n'est pas douillette. Elle fonce elle mord, elle court. La voilà suspecte et honnie aussi bien au PCI qu'au PCF (ses livres sont interdits à la fête de l'Huma). Ses convic-

tions sont plus fortes que le culte du Parti ou la sécurité qu'offre au philosophe de "POUR MARX", le superbe appareil. Mais cette marxiste possède aussi un avantage considérable par rapport à ses coreligionnaires : avoir été à l'école de ce Gramsci sur lequel elle a écrit un livre fort intéressant et qui demeure le plus passionnant des disciples de Marx. A cette école, l'analyse sociale se fait singulièrement plus aigue, plus intérieure, plus souple et plus humaine.

VOYAGE EN BRETAGNE

"De la France" est pour l'essentiel un recueil d'entretiens enregistrés au magnétophone dans diverses places stratégiques, entrecoupés de notations et de choses vues souvent bien venues. Ces échantillons ne reflètent pas toute la réalité française ? Ils l'expliquent pourtant, ils sont parfois l'indice de sa mobilité, ou de ce qui s'annonce, se creuse dans des profondeurs où les mouvements n'atteignent pas la surface. On ne perd rien pour attendre. Et puis, il est bon de savoir ce qui souvent est tu, il faut soulever le manteau de misère pour apprendre qu'à Fos-sur-Mer les nouveaux esclaves de l'industrie de pointe logent dans des casernes gardées par des anges armés.

Les mouvements de fond, je les discerne en Bretagne, dans le monde rural qui devrait être le domaine réservé de la tradition et de l'ordre paisible. Justement, c'est peut être là que la mutation est la plus forte. L'univers merveilleusement décrit par Pierre Jacques Hélias dans **le cheval d'orgueil** a fui dans le récit du conteur. Les mœurs sont bouleversées, les femmes brandissent le drapeau noir de la révolte, les militants syndicalistes formés par les mouvements d'action catholique constituent l'avant-garde d'une société qui peut demain désigner dans le capitalisme son ennemi. Il suffit de se souvenir de la grève du lait pour constater à quel point les choses sont allées loin.

Les conditions économiques expliquent pour une part non négligeable ce qui se passe. Depuis que l'on a fait rentrer l'agriculture bretonne dans le cycle de la production industrielle, la modernisation des fermes a été obtenue au prix d'un endettement considérable : **"Nous sommes endettés jusqu'au cou au Crédit Agricole, comme tout le monde, explique Maria-Renée Morvan ; nous devons rembourser trois millions et demi d'anciens francs par an, pendant vingt cinq ans, car pour ne pas être chassés de notre terre, nous sommes obligés de devenir propriétaires. Toutes nos terres sont hypothéquées auprès du notaire : toujours lui. Dans toute ma vie, je n'ai pris que deux fois des vacances."** Précisément, cette femme est de celles qui se sont mises à la tête des grands mouvements qui ont soulevé la Bretagne, au risque de se faire montrer du doigt, au risque même de rompre avec son mari administrateur de la coopérative agricole : **"Une femme qui n'est plus politiquement subordonnée à son mari, c'est tellement révolutionnaire que les vieilles, à l'église, faisaient le signe de croix en pensant à moi"**.

L'émeute des femmes ! A cette pensée, le bon Auguste Comte s'effrayait. On le comprend. La femme incarne dans la société l'élément de stabilité, de continuité, de transmission. Elle révoltée, c'est le monde qui vacille. L'Ordre

dans ses profondeurs est détruit. Ce n'est pas seulement la subordination sociale qui est en cause, mais la vie même, la morale, la religion, les tabous qui remontent à un temps immémorial. L'émancipation de la femme est le signe le plus significatif d'une révolution, souvent silencieuse, qui explique mieux que tous les bavardages électoraux, le passage à gauche de nos régions de l'Est et de l'Ouest. Ajoutons à cela que le fait que la Bretagne soit chrétienne constitue davantage un facteur d'accélération du processus qu'un frein. La foi ou les habitudes chrétiennes libèrent des énergies infiniment plus explosives que les certitudes prudhommesques du radical-socialisme.

APRES LA DROITE, UNE GAUCHE DEPHASEE ?

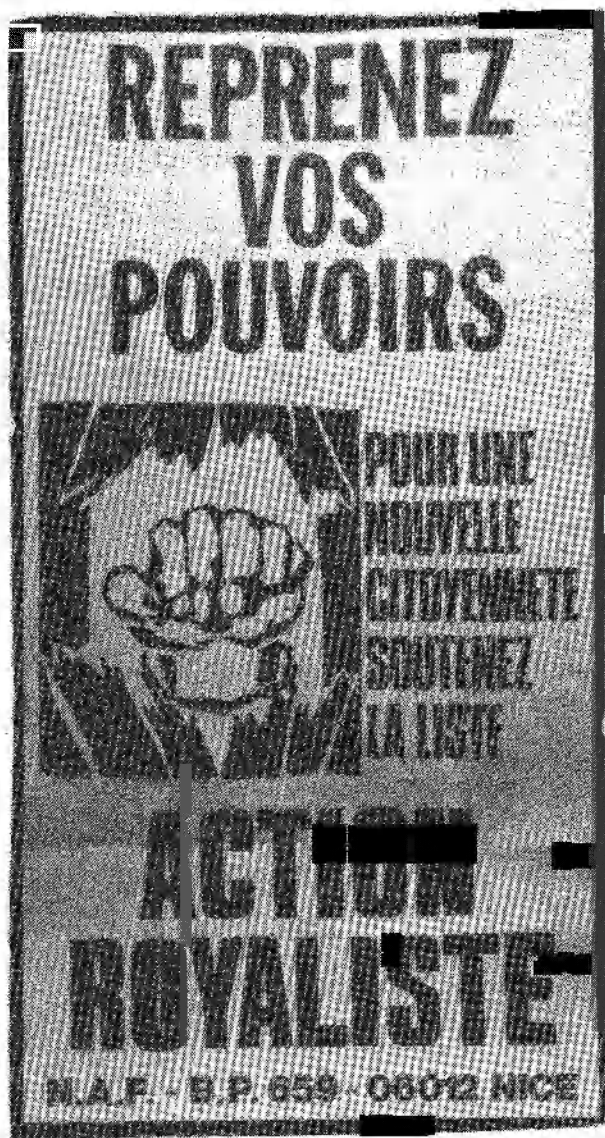
Il faudrait encore étudier de près les témoignages rapportés du Larzac, de chez Lip, de Marcoule ou de Sud-Aviation à Toulouse. Partout on y constaterait les mêmes évolutions, des glissements identiques. C'est une société une civilisation qui disparaît graduellement. Pour donner naissance à quoi ? Nul ne le sait. Et M.A. Macciocchi, pas plus que les autres. Sans doute a-t-elle une idée quelque peu marcusienne sur la libération de la femme ; non plus le rendement, mais des rapports "érotisés", fondés sur de nouveaux besoins, l'exclusion de la violence, de l'exploitation, de l'humiliation.

Elle peut bien se moquer des nouveaux philosophes, de Jambet ou de Clavel ! C'est bien à ce moment qu'elle pourrait être prise à son propre piège. Chrétienne refoulée ! Catho-indélébile, piégée malgré sa fureur dans sa peau italienne, sa culture occidentale. Exclure la violence, vouloir abolir l'aliénation, ce sont là, quoiqu'elle dise, des idées religieuses, des buts eschatologiques qu'aucune révolution de structures n'atteindra. Inutile de se moquer. Maria Antonietta Macciocchi a l'immense mérite par rapport à la droite et la gauche classique de désigner les véritables problèmes.

J'y songeais en écoutant la fade litanie des commentaires et des déclarations électorales. Comme tout cela est vieux, insipide, incolore ; en définitive très bête. La chose la plus significative de ces élections ce n'est pas la victoire de la gauche. C'est la manifestation d'une marginalité prouvant que le pays bouge, qu'il enfantera bientôt des évolutions en gestation depuis des années. Je ne suis pas de ceux qui s'en effraient. Les questions que cette germination nous pose sont radicales. Libéralisme avancé, programme commun ? Foutaises ! C'est la morale, la cité, l'homme, la femme, l'enfant qui sont en cause. C'est la légitimité d'un monde qui aspire à naître, de ses formes sociales, des lois de sa chair et de son cœur. Les énarques, mis en scène par M.A. Macciocchi malgré toute leur science, sont dans l'incapacité de comprendre simplement ce dont il s'agit. Alors, à nous, avec tous ceux qui écoutent passionnément les voix d'un monde à naître, de poser les fondements de l'indispensable révolution culturelle.

Gérard LECLERC

Maria Antonietta Macciocchi - **De la France** - Ed. du Seuil.



les royalistes aux municipales

La participation de la NAF aux élections municipales se situe dans cette perspective : les royalistes veulent participer à ce débat parce que, dépourvus de toute pré-occupation démagogique, ils peuvent et veulent poser les vraies questions : celle de la nouvelle citoyenneté, donc celle de la décentralisation, donc celle du pouvoir politique.

COMMENT ?

Poser les vraies questions : cela signifiait, évidemment, le rejet de tout masque, de tout mensonge, de tout marchandage. En effet, trop souvent dans le passé, des royalistes ont cru bien faire en payant leur participation à une liste du silence sur leurs idées politiques, ou en s'imaginant qu'ils pouvaient "noyauter" une municipalité. Mais leur silence est devenu une habitude, et le prétendu "noyautage" est devenu une tranquille insertion dans l'ordre établi. Ainsi se terminent, lamentablement, trop de belles ambitions et de fines stratégies...

Nous avons donc voulu en finir avec les intrigues médiocres en demandant à nos militants de toujours se présenter à visage découvert. Soit en constituant des listes royalistes homogènes, soit en négociant avec des mouvements situés en dehors des clivages traditionnels, soit en participant individuellement à une liste, mais sans jamais cacher leur engagement royaliste. Les trois types d'expériences furent tentés, avec des résultats inégaux. Mais, que ces tentatives se soient soldées par des succès ou par des échecs, nous en avons tiré de fructueuses leçons pour l'avenir. Car tout ceci n'est bien sûr qu'un commencement.

pourquoi ?

Nous en parlions depuis un an déjà, mais beaucoup n'y croyaient pas. Et pourtant cela s'est fait : pour la première fois depuis des dizaines d'années, des royalistes ont participé, à visage découvert, à des élections générales. Trop discrètement ? Sans doute. Par opportunisme ? Pas du tout. La présence des royalistes aux municipales est la conséquence du mouvement amorcé en 1971 avec la création de la NAF : les royalistes en ont assez de l'émigration intérieure, ce sont des citoyens comme les autres qui veulent participer à la vie politique nationale et locale. Car il faut bien le reconnaître : longtemps, le mouvement royaliste a vécu replié sur ses certitudes, satisfait de la perfection de ses raisonnements et de la justesse de ses critiques. Distinguant entre un pays légal républicain et un pays réel dont il se

disait l'avant-garde. Le royaliste ne s'apercevait pas qu'il composait un "pays abstrait", de plus en plus étranger aux véritables conditions du débat politique et de plus en plus séparé de la vie tout court.

Il fallait rompre cet isolement, descendre du ciel des idées pures sans pourtant se lancer dans l'activisme ou dans la démagogie électoraliste. Déjà, en 1974, la candidature de Bertrand Renouvin aux élections présidentielles marquait cette volonté de participer au débat politique sans se soumettre à la logique politicienne : par delà la lutte entre la gauche et la droite, sans programme ni promesse, nous voulions sensibiliser l'opinion aux vrais problèmes politiques et commencer le long travail d'explication qui aboutira à la renaissance d'un état d'esprit royaliste en France.

à p c

A Paris, d'entrée de jeu, nous avons choisi de présenter des listes royalistes homogènes. Malgré les propositions des amis de Michel Jobert. Et malgré les pronostics pessimistes de quelques observateurs. Mais comment être absents du débat parisien ? Réfléchissant depuis longtemps sur la centralisation et sur l'urbanisme, nous avions trop de choses à dire pour ne pas participer à un débat aux répercussions nationales. Et plus encore lorsque Jacques Chirac posa sa candidature à la mairie de Paris : dans une lutte purement politique, dans l'assaut démagogique que nous pressentions, il fallait que les royalistes témoignent contre la division des Français en deux camps et contre des promesses tendant à rendre supportable un cadre de vie inacceptable.

Seul obstacle à notre projet : l'argent. C'est qu'une campagne électorale représente un énorme

nice

A Nice, comme dans d'autres grandes villes, les militants de la NAF commencèrent par engager des négociations avec les représentants locaux du Mouvement des Démocrates de Michel Jobert. Malheureusement, la participation à une consultation électorale tourne souvent la tête : on commence par vouloir porter un témoignage puis on se prend au jeu et on pense qu'on sera élu. Du moins on fait tout pour cela.

A Nice, cela s'est traduit par une demande de participation aux frais de la campagne à laquelle les militants royalistes ne pouvaient faire face. Huit jours avant le premier tour ils ont donc changé de tactique, décidant de constituer une liste royaliste homogène. Compte tenu du délai, le pari pouvait sembler fou. Il fut cependant gagné, malgré l'hostilité de quelques royalistes niçois, scandalisés que leurs idées sortent d'un cercle d'initiés pour s'afficher sur les murs de la ville.

Malgré le silence presque total de la presse locale, malgré le caractère dérisoire des sommes investies, les militants de la NAF ont fait une campagne très active, récompensée par d'intéressants résultats quantitatifs : 431 voix dans le 3e secteur soit 1,15 % des suffrages. Bien

iris

investissement pour une petite organisation politique. Pour la seule propagande légale (1), il faut déjà déboursier dix millions de centimes au moins (en réalité une quinzaine de millions car les prix augmentent de 30 à 50 % en période électorale). Ne parlons pas de l'affichage sauvage, de l'organisation de grandes réunions ou de la distribution de journaux électoraux : pour un petit mouvement politique, la bataille des murs et des boîtes aux lettres est perdue d'avance, tant les sommes dépensées par les grands partis sont considérables. Notre confrère **Le Monde** estime que Chirac a dépensé au moins 900 millions de centimes pour sa campagne, d'Ornano 600 millions, et la gauche 130 millions.

C'est pourquoi nous n'avons présenté de listes que dans dix secteurs parisiens, alors qu'un petit effort militant supplémentaire nous aurait permis de rassembler un nombre suffisant de candidats et de sup-

pleants pour les dix-huit secteurs de la capitale. Ce sont aussi les contraintes matérielles qui nous ont empêché de faire imprimer la propagande légalement admise. Il ne nous a donc pas été possible d'envoyer des circulaires aux électeurs et nous nous sommes limité à coller nos anciennes affiches sur les panneaux électoraux. Et pourtant nos objectifs ont été atteints.

1. Nous avons pu affirmer la présence des royalistes dans les élections municipales, et la presse écrite à honnêtement rendu compte de nos analyses et de nos positions. Il est regrettable que la presse parlée n'ait pas cru devoir suivre cet exemple : la télévision a été muette et la radio très discrète. Pourquoi ? Sans doute parce que les médias sont soumis à la logique d'une société qui privilégie le spectaculaire et qui ne s'intéresse qu'à ceux qui vont ou qui peuvent réussir. Les autres, marginaux en tous genres, ne comptent pas, n'intéressent pas. Que ce soit l'extrême gauche ou les royalistes. Peu importe

s'ils disent des choses originales, ou simplement justes. Peu importe si les marginaux, indifférents aux préoccupations électoralistes, peuvent parler avec plus de liberté et de courage. Ils sont éliminés d'un spectacle qui met exclusivement en scène ceux qui disposent déjà de l'immense pouvoir donné par l'argent. Alors que les médias pourraient réduire les inégalités entre candidats riches et candidats pauvres en donnant régulièrement la parole à ces derniers, ils renforcent les inégalités à tel point qu'on aboutira bientôt à un monopole de fait de la classe politique classique. Comment, dans ces conditions parler de liberté d'expression.

2. Par ailleurs, malgré le silence des médias, et malgré le manque d'argent (nous avons dépensé 20 000 francs pour notre campagne) **les résultats électoraux sont positifs**. Bien sûr nous restons, et nous resterons toujours dans l'ordre de l'infiniment petit. Certains souriront peut-être en apprenant que nous passons de 0,15% en 1974 à 0,35 %

des voix dans les secteurs où nous étions présents. Cela signifie cependant que sans campagne radio-télévisée et sans affiches nous avons plus que doublé le nombre de nos voix par rapport aux présidentielles de 1974. Même si cela représente peu de choses, ce résultat est significatif : désormais nous pourrions envisager sérieusement une implantation territoriale à Paris, en créant des secteurs d'activité, puis en faisant renaître une vie militante au niveau de chaque arrondissement.

Enfin certains titres de la presse ne résumant pas complètement notre choix, nous rappelons que nous avons conseillé à nos militants et à nos sympathisants pour le second tour :

- de voter contre les listes d'Ornano en cas de duel entre les giscardiens et la gauche,
- de s'abstenir ou de voter blanc en cas de duel entre les partisans de Chirac et ceux de l'union de la gauche.

(1) Impression des bulletins de vote, circulaires aux électeurs, affiches des panneaux officiels.

mieux qu'à Paris. Et huit fois plus qu'aux présidentielles ! Comme dans la capitale, ce résultat est encourageant : il prouve aux experts de la magouille électorale et du royalisme de catacombes que nos idées peuvent s'exprimer au grand jour.

Bien sûr, certains souriront de ces maigres suffrages, comparés à ceux du RPR ou du PS. Il n'en reste pas moins que les royalistes nîçois ont désormais une véritable existence politique. Là est l'essentiel.

épinal

A plusieurs reprises, la presse a signalé la présence d'une militante royaliste sur une liste d'Union de la Gauche. Ce qui peut sembler paradoxal, voire même contradictoire avec nos principes.

Ce paradoxe n'est qu'apparent. Dès lors qu'un royaliste de la N.A.F. a choisi de participer à une liste, à titre individuel, pourquoi devrait-il obligatoirement écarter la gauche ? Surtout au niveau local, où la qualité des équipes municipales compte autant, si ce n'est plus, que les idéologies.

Si, sur le plan national, la N.A.F. n'entend pas devenir une nouvelle composante de l'Union de la Gauche, rien n'empêche un royaliste qui veut participer à la gestion de sa ville de figurer sur une liste

socio-communiste. Tel fut le choix de Régine Judicis, qui entra dans l'équipe de M. Blanck sans cacher son appartenance à la N.A.F. Ce qui lui aurait été d'ailleurs très difficile puisqu'elle a participé à notre Tribune libre télévisée en Décembre dernier.

Franchise d'un côté, ouverture d'esprit de l'autre : Régine Judicis est maintenant conseillère municipale, élue au premier tour. Siégeant dans quatre commissions elle va maintenant s'occuper de sa ville. En toute solidarité avec l'équipe municipale. Mais sans que nul n'ignore ses convictions. Un exemple à méditer...

nos échecs

L'autosatisfaction n'a jamais été de mise à la NAF, et il n'est pas question de taire les échecs de cette campagne électorale. Car il faut bien reconnaître qu'à Nantes, à Lille, à Lyon et à Marseille, les militants de la NAF n'ont pas pu participer comme ils l'auraient voulu à la compétition électorale.

Paradoxalement, c'est là où l'action avait été entreprise le plus tôt que l'échec a été le plus cuisant. A Nantes, en effet, des contacts existaient entre la NAF et le Mou-

LISTE D'ACTION ROYALISTE

10 ^{ème} arrondissement	
Jacques Cornu	Monique Fresneau
Renée Guillemin	Marcelle Vaissière
Antony de Pertal	Jean-Paul Bourdeau
Ann-Marie Bonifay	Micheline Remacle

vement des Démocrates depuis de nombreux mois. Un accord avait été conclu, aux termes duquel les royalistes participeraient, sous leur propre étiquette, à la liste "Nantes-Démocratie vivante" animée par Philippe Sourdille. Pendant huit mois, royalistes et jobertistes préparèrent activement la campagne et il est incontestable que la NAF -- avec le Docteur Hervouet, Denis Vallier, Gilles Bienvenu, Thierry du Perray (1) -- apporta une contribution importante, au niveau de la composition de la liste (18 personnes réunies par la NAF), sur le plan technique comme sur le plan des idées. Vraiment, Nantes donnait l'exemple d'une collaboration réussie entre deux mouvements situés en dehors de l'échiquier classique.

Pourtant Philippe Sourdille crut bon de faire cavalier seul. D'abord en exigeant que les militants de la NAF se présentent sans étiquette, ce qui obligeait les royalistes à quitter sa liste. Puis en se débarrassant... des militants du Mouvement des Démocrates. C'est que M. Sourdille nourrit de vastes ambitions. Il

n'a donc que faire de marginaux dont la seule ambition est de témoigner pour leurs idées et a choisi de reconstituer sa liste avec des personnalités situées à la droite de la droite de Jacques Chirac. Ambition d'ailleurs sans lendemain : sa liste a éclaté après le premier tour entre partisans et adversaires d'André Morice.

Déçus, les Nantais ? Bien sûr, ils regrettent ce départ forcé, après tant de mois de travail. Mais ils ont beaucoup appris pendant cette pré-campagne et d'abord à se méfier des ambitieux.

De même, dans d'autres villes, nos militants ont pu mesurer le pouvoir d'attraction représenté par un siège sur une liste "ayant des chances" ou par la promesse d'un strapontin municipal.

A Marseille enfin, une de nos militantes devait participer à la liste réunissant les gaullistes de progrès et les communistes dans le 8^e secteur de Marseille. La fédération communiste des Bouches-du-Rhône s'y est opposée. Comme quoi le Parti n'a toujours pas les idées larges. Il n'est même pas reconnaissant de l'ouverture d'esprit d'autrui : car cette royaliste, qui anime le foyer socio-culturel de sa cité, est la seule, dans son quartier, à ouvrir ses portes aux communistes...

(1) Sans parler de l'énorme travail accompli par Marie-France Barrier qui n'appartient pas à la N.A.F.

lire

la métaphore

de l'orchestre

L'histoire du phénomène musical est une chose, faire l'économie politique de la musique en est une autre. Mélanger les deux est l'affaire de Jacques Attali.

Pourtant la lecture de son livre est à conseiller car elle propose des analyses pertinentes qui nous découvrent des aspects méconnus voire inconnus de la musique. Un aspect de son essai a retenu mon attention, c'est dire que celui-ci n'épuise pas le sujet du livre. Il s'agit du rapport qu'entretennent la musique et le pouvoir.

Le musicien, de vagabond va devenir domestique. C'est l'argent qui va l'entraîner, argent qui ne cessera ni de la poursuivre ni de la compromettre. **"Jusque là il était un artisan libre et confondu avec le peuple et travaillait indifféremment pour les fêtes populaires ou la cour des seigneurs. Il va devoir se vendre tout entier et sans exclusive à une classe sociale unique"**. Dès ce moment l'histoire de la musique et de son développement dépendant du pouvoir qui finit par en faire l'un de ses attributs. Le rapport étant noué et la promiscuité gagnant, un changement musical annoncera de plus en plus un changement politique. Hypothèse vérifiable. Ainsi lorsque la musique va être payée pour être entendue, le musicien va s'inscrire dans la division du travail : **"C'est l'individualisme bourgeois qui entre en scène"**. Faite pour s'inscrire dans la vie des hommes la musique sera désormais écrite pour être représentée, passant par la même sous le joug : producteur - interprète - consommateur. C'est le début du capitalisme industriel. La musique suivra donc la division du travail. Préfiguration du mode de production capitaliste : l'apparition de grands orchestres dans lesquels chacun ne produit qu'un élément du tout sans valeur en soi.

De représentation, la musique, en outre va devenir répétition. **"On voulait par le disque enregistrer la représentation, aujourd'hui à l'inverse la représentation n'a de**

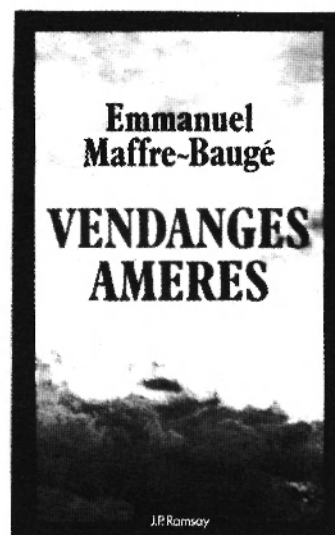
succès que lorsqu'elle est un simulacre du disque". La répétition du disque va engendrer la soumission à la norme. La création musicale tend à devenir production de moules et la compétition entre les créations la production de la demande. La crise est au bout de la répétition et de la banalisation. Banalisation dont j'ai noté quelques exemples récemment à la télévision : une valse de Chopin pour faire vendre du yaourt, la "Truite" de Schubert pour du poisson, la "Pastorale" de Beethoven pour du dentifrice. L'imagination a des sursauts ...

Mais on doit reprocher deux choses à Attali. Tout d'abord un langage souvent peu clair. Enfin d'analyser le phénomène musical comme s'il était seul. Bien sûr l'évolution musicale peut refléter une évolution des modes de pouvoir ; mais d'une part n'est-elle le reflet que de cela, d'autre part le pouvoir est-il le sujet de la réflexion ou lui-même le reflet d'autre chose ?

Ce qu'Attali appelle "la combinatoire" dans la musique moderne implique la croissance et la croissance implique le chef. **"Le chef apparaît comme l'image de l'organisateur légitime et rationnel d'une production dont l'ampleur exige un coordinateur mais interdit qu'il soit bruyant"**. Cette théorie de Berlioz dont Attali, à juste titre, dit qu'elle est une théorie de pouvoir n'est malheureusement pas développée. Dommage, la métaphore de l'orchestre avait des parfums politiques. Qu'on ne voie point là l'apologie du Chef, mais qu'on réfléchisse sur la notion de légitimité et d'autorité. Or, Attali n'en dit mot.

SAINT-VALLIER

Jacques Attali - Bruits - (P.U.F.)



Même si le nom de l'auteur ne dit rien aux gens du Nord, le titre charrie tout un cortège d'images et de mots : excédents, vin italien, routes bloquées, et cet homme tirant au fusil sur les CRS. C'était à Montredon ...

L'actualité s'est arrêtée un instant sur ce drame, avant de passer à autre chose. Liban, Carter, municipales, tant d'événements spectaculaires doivent retenir l'attention des "médias" ...

Pourtant les problèmes demeurent, tout aussi angoissants. La photo de couverture les résume parfaitement : un ciel, avec de gros nuages noirs. Parce que la viticulture dépend du temps qu'il fait, dont les citadins ne se souviennent plus que le dimanche. Parce que la colère gronde comme l'orage, et depuis trop longtemps pour ne pas éclater.

Alors on ouvre le livre, avec tout de même une légère réticence. Encore un plaidoyer **pro domo**. Des chiffres en perspective, et des tonnes d'arguments. Pourtant le "problème viticole" traîne tant qu'il semble insoluble. D'ailleurs il y a tant d'autres "problèmes", tant d'autres dossiers en souffrance.

Et puis, c'est la bonne surprise d'un livre vrai. L'ancien président de la Fédération nationale des producteurs de vins de table ne s'est pas effacé derrière ses chiffres, et n'a pas produit le discours stéréotypé du "bon" responsable syndical. Ce livre est d'abord celui d'un homme qui aime la vie, qui aime les siens, qui aime sa terre, qui aime la vigne. Si on ne saisit pas d'abord cela, on ne peut pas comprendre les raisons d'une révolte qui va bien au-delà des revendications professionnelles.

Cela ne signifie pas que la défense des intérêts immédiats du Midi viticole soit absente du livre : en tant que dirigeant syndical, Emmanuel Maffre-Baugé a négocié

avec plusieurs ministres de l'Agriculture, de Faure à Duhamel, de Cointat à Chirac. Et son ouvrage peut se lire comme l'histoire d'une lente désillusion : de Pompidou à Giscard, ce n'est que la longue série des promesses non tenues, d'une politique au jour le jour sanctionnée par le drame de Montredon.

Mais ces "Vendanges amères" sont aussi un itinéraire politique. Catholique, de famille maurrasienne, Emmanuel Maffre-Baugé a progressivement découvert les causes profondes du **"problème viticole"** : au-delà des crises de surproduction, l'anarchie du système économique libéral ; au-delà des importations de vins italiens, le caractère néfaste du marché commun viti-vinicole ; au-delà du "marketing" le piège de la société "de consommation" et du capitalisme bancaire.

D'où sa révolte, qui n'est pas destructive, ou "subversive" comme disent bêtement les gens de droite. Au contraire. L'amour de la terre et des hommes qui la travaillent devient un enracinement plus profond encore, par la redécouverte de la culture occitane. Et la défense de la vigne, de spontanément corporatiste, aboutit à la revendication d'un socialisme qui se tiendrait aussi éloigné du Goulag que du libéralisme économique. Mais attention : E. Maffre-Baugé ne dévide pas les litanies creuses de nos campagnes électorales. Sa conviction est le fruit d'une expérience, et ses conclusions sont indissociables de toute une vie.

B. LA RICHARDAIS

controverses

une école "libre" ?

La victoire de la gauche aux élections municipales particulièrement sensible dans l'Ouest ne va pas manquer de relancer la querelle de l'école libre. D'abord parce que le P.S. ne manque pas de sectaires, Mexandeau en tête. Ensuite parce que la droite va s'en servir comme argument pour tenter de rétablir ses positions dans l'ex-France blanche. Les uns comme les autres oublient de poser le vrai problème : y a-t-il encore actuellement un enseignement libre digne de ce nom en France ?

On savait que le Programme commun de la gauche comportait l'objectif de nationaliser tout l'enseignement français. Déjà en 1974 l'opinion avait été alertée à ce sujet — notamment par des organisations syndicales de professeurs de l'enseignement privé.

Aujourd'hui, depuis les propos de Mexandeau et avec l'hypothèse plus crédible d'une arrivée au pouvoir de la gauche en 1978, la question scolaire revient sur le tapis. Il semble important que les royalistes abordent la question, et la traitent en profondeur. Le débat est ouvert.

DE L'ÉCOLE INTÉGRÉE...

On ne s'étonnera pas que le problème scolaire soit posé par la gauche : elle hérite en effet de la tradition laïciste. Toutefois, au sein de cette gauche on remet maintenant davantage en question l'existence d'un savoir à vocation «universelle» et celle d'un enseignement neutre, vieille utopie des «Lumières». Bien des hommes de gauche, même sans se référer aux réflexions de bon sens qu'opposèrent jadis les royalistes, ni aux acquis des sciences humaines, savent par expérience et reconnaissent que la laïcité n'est pas neutre.

Ceux-la retrouvent l'esprit laïc dans sa pureté. Ce sont leurs affirmations qui font trembler les partisans de l'ordre scolaire établi, qu'ils soient de droite ou de gauche.

De plus ce sont curieusement les adversaires d'une laïcité engagée, voire militante, ceux que personne n'attaque aujourd'hui qui sont en fait les fossoyeurs de toute école libre : la loi Debré en effet rend inutile la nationalisation de l'enseignement privé puisqu'elle a «intégré» tout enseignement... ou presque. On voit d'ailleurs la stratégie de

gauche évoluer, et le Parti Socialiste ou les Radicaux de gauche prôner «l'intégration» et non plus la «nationalisation».

Mais il faudrait s'entendre sur les mots! En effet, **parler d'école libre, ce n'est pas la même chose que de parler d'école privée ou d'école confessionnelle.**

Il existe des cours privés, fondés souvent sur une entente interfamiliale, locale ou professionnelle; il existe aussi des écoles confessionnelles, pas forcément catholiques. Mais la loi Debré qui accorde une aide des finances publiques à certains établissements privés, leur demande en échange certaines garanties. Au fond, cette loi a instauré le fameux pluralisme depuis longtemps. Seulement, est-ce bien cela la liberté de l'éducation ?

...A L'ÉCOLE SAUVAGE ?

Le modèle de l'école libre ne serait-ce pas plutôt l'école dite «sauvage»? Là, le choix des professeurs, des programmes, des rythmes et de l'environnement scolaires, est assuré. En revanche, on connaît certains de ses corollaires : sélection par l'argent, donc par l'état social, mais aussi élitisme puisque le nombre des établissements est infime... De toutes manières, un minimum de regard et de contrôle politique (mais où le situer?) semble requis.

Pourtant un des avantages essentiels de ces écoles «sauvages» — qui, comme beaucoup d'autres, ne sont pas sous contrat d'association avec l'État — me semble être le rôle réservé aux parents dans l'éducation de l'enfant. Cette démission, ou plutôt cette absence des parents n'est-elle pas le premier fléau de notre temps ? C'est elle qui guette d'ailleurs et par contre coup, bien des écoles confessionnelles réduites au rôle de «boîtes à



bachot», sans référence aucune à leur spécialité.

Mais le plus souvent, l'effort pédagogique est plus soutenu et régulier dans l'école privée et l'enseignement de meilleure qualité. Et pour cause : les professeurs de l'enseignement d'État sont paralysés par la rigidité des programmes, l'impossibilité de rendre leur liberté avant seize ans aux élèves allergiques au système scolaire. Dans ce cadre rigide ils ne tardent pas à se décourager. L'École standard finit par produire des professeurs médiocres qui contribuent à dégrader l'enseignement public. On est en plein cercle vicieux.

ÉDUCATION NATIONALE : LA VACHE SACRÉE

L'existence de ces écoles «sauvages» a donc au moins l'immense mérite de faire ressortir l'impuissance d'une Éducation Nationale pléthorique que les techniques de déconcentration tentées par M. Haby ou prônées par la gauche ne suffiront pas à guérir de sa rigidité. Car il faut constater que la gauche par idéologie, tout

comme les associations de parents de droite, ou les syndicats «modérés» de style S.N.A.L.C., par conservatisme et corporatisme se refusent à remettre en question les structures de l'Éducation Nationale, troisième firme mondiale en personnel après l'Armée Rouge et la General Motors !

Face à ce manque d'imagination les royalistes, à l'occasion du débat sur l'éducation, ont leur mot à dire : développer un pluralisme authentique exclut, de toutes manières, l'aménagement de l'ordre établi. Il faut savoir à qui revient la charge, le devoir et le droit d'éduquer les enfants; il faut savoir comment intégrer dans la mentalité française contemporaine (culture, médias,...) les diverses formules d'éducation.

Cela pose le problème de l'enseignement technique comme celui des professions, la question de la vie commune comme celle des philosophies. Perspectives plus larges que les calculs à la petite semaine de M. Haby ou les astuces politiciennes du P.S.

Ph. VIMEUX

Bertrand Renouvin

**LE DÉSORDRE
ETABLI**

Lutter/Stock 2

**UN LIVRE QUI
PERMET
DE MIEUX
" SITUER "
LA N.A.F.**

30 F franco

les vingt ans du jeune homme vert

MICHEL DEON

Ed. GALLIMARD

Lancé sur la surface du monde, le "jeune homme vert" poursuit sa course vers l'âge d'homme. Vingt ans. On pense aux premiers phrases d'Aden-Arabie : "J'avais vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie..." Il est dur à apprendre sa partie dans le monde. "Jean Arnaud, le héros de Michel Déon, n'échappe pas à la règle.

A une époque de littérature crispée et hâtive, Michel Déon prends le temps de raconter des histoires. Avec "Le Jeune Homme Vert", il a entrepris de retracer la vie romanesque d'un homme de sa génération, au travers des situations historiques et surtout des circonstances contingentes d'une existence. Nous connaissons Jean Arnaud, enfant trouvé, élevé par les domestiques d'un hobereau normand et déjà pris dans cet engrenage d'événements qui vont lui forger sa vie. Nous connaissons aussi la famille du Courseau, l'abbé Le Couec, les Malemort, le prince et Salah, Palfy et Jesus Infante. Nous les retrouvons avec beaucoup d'autres, dans cette France très spéciale de l'Occupation où militaires allemands et certains Français font bon ménage dans les trafics en tout genre et dans la bamboche, posée là en toile de fond aux "Vingt ans du Jeune Homme Vert". Mais Déon ne s'apessantit pas sur le contexte historique. Ce qui l'intéresse c'est la formation de son héros. Et pour cela, fidèle

à une certaine tradition romanesque, il fait entrer dans sa vie l'aventure et l'imprévu. Le cycle du jeune homme vert est un récit où il se passe quelque chose qui se situe hors de l'ordinaire.

Le ressort de ce roman est la rencontre, forme moderne et profane de "la main de Dieu". Ce sont ces rencontres avec les autres, fruits du plus parfait hasard qui font agir Jean Arnaud. Car, celui-ci, pris par son double souci de se connaître et de savoir les circonstances de sa naissance, n'est pas, quoiqu'il en dise un conquérant. Il est devant le monde en situation d'attente. Ce sont les autres qui le font entrer dans leur jeu au gré des circonstances sans qu'il s'y oppose. Mais il ne rencontre pas n'importe qui.

Il n'y a en effet rien de commun ou de vulgaire dans les personnages de Déon, tant du point de vue social que sur le plan psychologique. Ce sont pour la plupart des marginaux qui vivent hors des positions normales des "Circuits sociaux". Le cycle métro-boulot-dodo, notamment n'a pas lieu d'être pour eux, ce qui leur confère une très grande liberté. De même, Déon s'ingénie à créer des personnages aux multiples facettes qui brisent tous les stéréotypes. Aucun de ses personnages n'est "tout d'une pièce". Tous ont un jeu d'ombres et de lumières avec lequel Déon joue avec beaucoup d'habileté, ce qui donne à ses personnages une diversité difficilement égalable. Ainsi Palfy est un escroc mais d'une très grande élégance de comportement, Michel du Courseau est un peintre catholique mais homosexuel, la Garenne un marchand sordide doué d'un sentiment filial extraordinaire, Madame Michette une tenancière de bordel pourvue d'un sens patriotique très efficace, le prince, noble

et secret, tire sa fortune d'un réseau de prostitution, quant aux deux femmes principales, amantes de Jean, leur élément commun la tendresse se colore chez l'une de réserve et de violente sincérité chez l'autre. On peut multiplier les exemples de ces constructions psychologiques subtiles.

Et tous ces personnages s'agitent dans tous les coins, se croisent ou bien s'éloignent et nous font voyager à travers les milieux sociaux et les régions. Ce qui fait la lecture de ce roman attrayante et aisée. Aisée en ce sens que Michel Déon ne fait pas de jeux de litté-

rature et se contente de raconter sans juger ou philosopher. Il y a bien, ça et là, quelques réflexions sur l'Eglise, sur la société de consommation ou sur le désir, mais Déon ne s'y étale pas et revient très vite aux faits et gestes de ses héros. Et le temps passe. "Il me semble que je ne suis enfin plus un petit garçon" dit Jean à la fin du livre. Il a connu la guerre, la mort, l'amour, l'amitié, les déceptions, le chagrin, le spectacle des passions et des intérêts. Mais cela suffit-il pour devenir adulte ?

Pierre LE COHU

naf forum

vers l'engagement militant

J'ai pu suivre au fil des NAF et des ROYALISTE ce qu'est le mouvement royaliste actuel, son originalité. Si je parle de mouvement, c'est qu'il s'agit bien de quelque chose générateur d'action tant intellectuelle que physique. Un mouvement, une énergie mise en œuvre.

La NAF ne m'était pas inconnue. Il y a quelques années étant étudiant à Nancy, je me rendais aux réunions du C.L.E.M. animées entre autres par Jacques Luporsi. C'était donc déjà l'idée monarchiste, l'ombre de Charles Maurras qui participait de mes idées politiques.

J'étais un peu insatisfait — il faut bien le dire — ne trouvant pas une dynamique qui s'insère dans l'actuel. Je reprend B. Renouvin, son éditorial du n° 242 : "trop souvent, trop longtemps, les royalistes ont fait confiance à la solidité de leurs arguments théoriques, à la rigueur de leur démarche intellectuelle". C'est aussi cela qui m'a maintenu, contre vent et marée contre moi-même, royaliste.

C'est l'absence d'insertion dans l'actuel qui m'a fait royaliste isolé. Un militant pourtant, mais isolé, agissant par ses seules armes, ses seuls arguments théoriques, ses seuls discours. Un impact sur la famille, les amis, les relations, réalisé par l'anachronisme apparent

entre mes idées politiques royalistes et un métier tout entier dans l'actuel : l'informatique. J'ai risqué de réduire la monarchie à un système par rapport à d'autres. (...) Rencontre nouvelle avec les royalistes en Novembre/Décembre 1976 à la suite du collage d'affiche sur N.A.F. (...).

J'ai décidé de m'abonner pour un an à ROYALISTE pour compléter et étoffer ce que je connais de vous. L'an prochain j'aurai mesuré vos idées par rapport aux miennes, tant par l'apport du bimensuel que, vraisemblablement, la lecture de livres que vous éditez.

J'espère y trouver les éléments — j'allais dire doctrinaires — nécessaires et suffisants pour quitter un isolement issu de l'insatisfaction. La pesanteur du système des partis actuellement en action ne facilite pas le retour de l'intelligence, n'autorise guère l'indépendance de la pensée.

Mon abonnement correspond à une recherche de "vitesse de libération" vis-à-vis de cela, et, d'adhésion possible à une dynamique claire et effective du mouvement monarchique dans la France d'aujourd'hui (...).

S.W. (Yvelines)

nouvelle parution : philippe vimeux royaliste et citoyen

A la demande de nombreux lecteurs, la série d'articles de Philippe Vimeux sur la monarchie, parue dans la N.A.F. il y a quelques mois, a été reprise en livre. Il est en vente aux bureaux du journal au prix de 9 F franco de port.

la n.a.f. en mouvement

souscription

Rappelons que nous avons lancé il y a quinze jours une souscription nationale pour couvrir les frais engagés lors de la campagne électorale des municipales. Nous avons besoin d'ici la fin du mois d'avril de **25.000 francs** en dons et souscriptions. Déjà de nombreux lecteurs nous ont fait parvenir leur participation. Qu'ils en soient remerciés. Quant aux autres, qu'ils ne tardent pas. Nous avons besoin d'eux.

Adressez vos dons à la NAF, CCP Paris 193 14 Z en précisant "Pour la souscription".

jeanne d'arc

Cette année, le dimanche 8 mai, renouant avec une vieille tradition, notre ami Abel Pomarède organise à Pomérols (Hérault) la fête de Jeanne d'Arc. Après une messe, célébrée à 10 heures, aura lieu un banquet sous la présidence de **Gustave Thibon** avec la participation de plusieurs responsables du mouvement royaliste. Participation aux frais : 50 F (étudiants 40 F). Inscriptions auprès d'Abel Pomarède, 34810 Pomérols. Nous invitons tous nos lecteurs et sympathisants à venir témoigner, par leur présence, de la vitalité de la N.A.F.

Mercredis de la N.A.F.

Les réunions sont suspendues pendant les vacances de Pâques. Reprise le mercredi 20 Avril.

notre journal

Publier actuellement un journal d'opinion et le faire vivre depuis plus de six ans est un pari qu'il faut gagner chaque jour. Beaucoup y ont renoncé ou n'osent pas entreprendre cette aventure. Et pourtant, quelques soient les difficultés matérielles, ROYALISTE demeure un instrument essentiel de notre combat, dont il est chaque semaine le reflet.

ROYALISTE n'est cependant pas un bulletin de militants. C'est un véritable magazine, rédigé par des hommes et des femmes qui sont de vrais journalistes : politique intérieure, diplomatie, questions économiques, problèmes sociaux, débats idéologiques, cinéma, télévision, critique littéraire, ils s'efforcent dans tous les domaines d'aller au fond des choses, en toute liberté.

En toute liberté. Car une des caractéristiques de ROYALISTE est son esprit de dialogue, son souci de justice, son exigence de vérité. C'est dire que la critique politique y est radicale, et que tous les conformismes — de droite comme de gauche — y sont malmenés. Parfois avec la sérénité de l'analyste. Parfois avec la colère de ceux pour qui la politique ne saurait être un jeu de mots ou un spectacle.

C'est pourquoi ROYALISTE ne saurait être rangé dans une des écoles qui se disputent la nation. Son refus du giscardisme et du système Mitterrand, sa défense des harkis et des ouvriers du "Joint français", son combat pour l'indépendance nationale, son refus de tomber dans le piège de l'anticommunisme primaire (ce qui n'exclut pas une critique radicale du Parti Communiste) situent très clairement notre journal au-delà des clivages traditionnels et à l'abri des modes et des démagogies.

Mais la liberté de l'esprit, les exigences de l'engagement, le refus des compromissions n'entravent en rien le développement dans les colonnes de ROYALISTE d'un véritable esprit de dialogue ; grâce aux enquêtes de notre journal (nouvelle enquête sur la monarchie, enquête sur un projet royaliste, débat sur la crise de la société contemporaine) et au fil des entretiens, ROYALISTE s'efforce de donner la parole à tous ceux qui ont quelque chose d'important à dire — quelle que soient leur religion, leur philosophie, leur appartenance politique. C'est ainsi que ROYALISTE a accueilli l'écrivain Jacques Perret, le gaulliste Philippe de Saint-Robert, le socialiste Gilles Martinet, Maurice Clavel et Pierre Boutang, Roger Garaudy et François Perroux, le général Gallois et l'historien Pierre Chaunu, Jean Royer et Georges Montaron...

Mais ROYALISTE ne se décrit pas en quelques lignes. Pour mieux le connaître, il faut le lire, et le lire régulièrement. Alors n'hésitez pas à vous abonner, vous recevrez en supplément tous les quinze jours "La Lettre royaliste" réservée à nos seuls abonnés.

JEUNES ROYALISTES

Les dates de la session d'été sont définitivement fixées. La session aura lieu du 2 au 12 juillet 1977 dans notre maison de Bretagne (près de Ploermel). Cette session fournit aux jeunes royalistes l'unique occasion pour toute l'année de se rencontrer pour fixer leur doctrine et établir leurs projets d'action. Il est donc très important que vous réserviez à la N.A.F. ces 10 jours.

BIBLIOTHEQUE SONORE

A la demande de nombreux lecteurs nous commençons à enregistrer et à diffuser des cassettes des principales conférences données soit aux "mercredis de la N.A.F." soit dans nos diverses manifestations. Nous ne pourrions poursuivre cette expérience qu'à la condition d'avoir un minimum de commandes.

Sont déjà disponibles :

- l'anarcho-syndicalisme par **Bertrand renouvin**.
- les royalistes au XIXe siècle par **Philippe Vimeux**,
- Quelle défense nationale pour la France ? par **G. Leclerc** et **B. Renouvin**.
- Journées royalistes : "La liberté" par **Pierre Boutang**.
- Journées royalistes : "La France société bloquée" débat entre **Jean Edern Hallier** et **Jean-Marie Benoist** suivi du "Témoignage" de deux dissidents soviétiques.

Commandes à adresser au journal. Prix de chaque cassette : 20 F franco. Règlements à l'ordre de la N.A.F. - C.C.P. Paris 193-14Z.

bulletin d'abonnement

Les abonnés reçoivent en supplément, «La lettre royaliste», publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (25 F.), 6 mois (45 F.), un an (80 F.), de soutien (150 F.) *

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

ROYALISTE, 17 Rue des Petits Champs, 75001 Paris — C.C.P. NAF 193-14 Z Paris

éditorial



par
bertrand
renouvin

nous sommes tous royalistes

NOUS SOMMES TOUS ROYALISTES. L'affirmation peut paraître étrange. Comment peut-on dire une chose pareille alors que les résultats électoraux des royalistes dépassent rarement 0,5 % des suffrages ?

Mais les élections ne signifient pas grand chose quand la dictature de l'argent interdit toute vraie liberté d'expression. Et puis, tous les royalistes ne votent pas pour des candidats royalistes, loin de là... De toutes façons, la question n'est pas là. Le royalisme des Français n'est pas un engagement partisan ; il peut être inconscient, sous-jacent à des conduites politiques apparemment contraires.

Je ne parle pas des nostalgies historiques, des regrets esthétiques ou de la classique évocation d'un prétendu "bon vieux temps". Si nous sommes tous royalistes, Français que nous sommes, c'est pour le présent et par souci de l'avenir. Et peu importe que nous nous disions par ailleurs républicains, communistes, socialistes ou libéraux : la monarchie n'est ni une doctrine, ni un prêt à porter. Et le royalisme ne se découvre pas nécessairement dans les livres : il peut naître de réflexes qui trahissent les aspirations profondes, des inquiétudes partagées par tous les citoyens.

NOUS SOMMES TOUS ROYALISTES parce que nous avons le souci de la continuité. Souvenons-nous de ce printemps de 1969 où le général de Gaulle a, brusquement, quitté le pouvoir. Quel est le Français, même anti-gaulliste, qui ne s'est pas senti quelque peu orphelin ? Qui n'a pas éprouvé un vertige face au vide soudain d'un pouvoir assumé depuis onze ans ? Le général de Gaulle était exceptionnel, sans doute. Mais la réaction profonde des Français fut la même lorsque Georges Pompidou mourut, tout à coup. Douloureuse surprise que cet Etat livré aux intrigues parce que le Président n'avait pas eu le temps de préparer sa succession. D'ailleurs, nous nous trahissons quand nous parlons des **héritiers du Général ou du dauphin** de tel homme politique. Car il est évident que toute action politique doit s'inscrire dans le long terme pour réussir ; et cette durée ne s'inscrit pas nécessairement dans les limites d'une vie humaine.

Mais la monarchie, c'est bien cette victoire sur le temps, ce projet qui se poursuit de génération en génération, en même temps que changent les hommes et le monde.

NOUS SOMMES TOUS ROYALISTES parce que nous avons la nostalgie de l'unité. Non seulement l'homme de la rue, qui ne comprend pas qu'on se fasse la guerre, de parti à parti et de tendance à tendance. Mais chaque homme politique. Même le plus engagé. Même le plus indifférent au sort de ceux qui ne sont pas de sa classe, ou de son camp.

Ainsi Valéry Giscard d'Estaing : choisi par une moitié seulement des Français, ayant fait campagne contre l'autre moitié, il tient à la fiction juridique qui le désigne comme l'**élu de tous**. Bien qu'il continue d'animer en sous-main les luttes internes de sa majorité, et tout en se déclarant l'adversaire farouche du "collectivisme", c'est-à-dire d'un socialisme qui recueille aujourd'hui plus de la moitié des suffrages. Et Chirac, qui a choisi une stratégie de guerre civile, n'en cultive pas moins la nostalgie de l'unité perdue, en fondant son "Rassemblement". Mais les responsables politiques, de droite ou de gauche, ne peuvent rien contre la division, prisonnier qu'ils sont d'un système qui pousse à l'affrontement. Alors que la monarchie brise la logique de guerre civile parce que le roi, n'étant d'aucun camp, d'aucune classe, d'aucun parti, peut être l'incarnation de la nation toute entière.

NOUS SOMMES TOUS ROYALISTES parce que nous avons la passion de la liberté parce que nous ne concevons pas l'unité de la nation sans la diversité de ses langues, de ses traditions. Nous assistons aujourd'hui au réveil des peuples de France, de la Bretagne à la Corse et à l'Occitanie. Mais nous voyons aussi ce désir de liberté, et d'enracinement, se heurter à la centralisation, à la bureaucratie. Cela parce

que les jacobins croient la nation disloquée chaque fois qu'on parle autre chose que le Français, chaque fois qu'un pouvoir est arraché à l'Etat.

Pourtant la nation pourrait se reconnaître dans un pouvoir qui ne serait pas suspect d'être la chose des technocrates parisiens, ou l'instrument de l'exploitation capitaliste. Comme en Grande Bretagne où la diversité régionale n'affaiblit pas le civisme. Comme en Belgique où Wallons et Flamands se retrouvent tant bien que mal dans un roi qui est au-dessus des particularismes.

NOUS SOMMES TOUS ROYALISTES parce que nous voulons que "ça change", comme disent les affiches électorales de tous les temps. Et le changement en profondeur, cela s'appelle une révolution. Nous en éprouvons confusément le désir. Mais nous redoutons aussi que cette révolution conduise au chaos d'où naissent les dictatures. Pourtant, il faut en finir avec l'inégalité sociale, avec le règne de l'argent, avec les cycles infernaux d'une société profondément nihiliste. Une révolution culturelle gronde, sans que nous en ayons toujours conscience. Mais elle ne peut manquer d'éclater, et il faut éviter qu'elle s'enlise, ou qu'elle aboutisse à un nouveau totalitarisme.

D'où la nécessité d'une révolution politique puisque seul le pouvoir politique peut garantir la justice et la liberté. Encore faut-il que ce pouvoir soit **indépendant**. Car ni l'Etat de la bourgeoisie, ni l'Etat du parti unique, ni l'Etat déliquescence des parlementarismes ne sont en mesure de faire prévaloir le bien commun : confisqué par une faction, par un parti ou par une classe, il réalise la politique de cette faction de ce parti ou de cette classe. Et, que cela s'appelle "libéralisme" ou "collectivisme", c'est toujours la même exploitation, la même aliénation.

Alors **NOUS SOMMES TOUS ROYALISTES** quand nous souhaitons l'indépendance du pouvoir, la libération de l'Etat des groupes d'intérêts, des puissances d'argent, des féodalités administratives.

La monarchie représente la possibilité de cette indépendance, parce que son pouvoir ne procède pas d'une clientèle électorale, ou d'un groupe financier. La monarchie est indépendante parce qu'elle est héréditaire. Et si l'hérédité ne garantit pas l'intelligence, (mais l'élection non plus...) elle a l'immense avantage de préparer le prince à sa mission, de lui donner le sens de l'Etat. Il ne faut jamais se moquer de l'hérédité : ne serait-ce que parce que nous ne sommes jamais les fils de personne.

Oui, **NOUS SOMMES TOUS ROYALISTES** souvent sans que nous le sachions, parce que nous voulons dépasser les affrontements actuels, en finir avec l'esprit de guerre civile, concilier l'unité et la diversité, le pouvoir et la liberté, la continuité de la nation et la révolution nécessaire de ses structures. C'est un rêve, me direz-vous ? Et si nous le réalisons ?

Bertrand RENOUVIN